



Réalisation F. Bujan
Commentaires C. H. Mathais
Musique D. Calvet
(56 mn)

Mai 2013

Bonjour,

Le CRAS (Centre de recherches sur l'alternative sociale) édite un DVD *Enquête d'hostilité publique*, film de F. Bujan tourné en 1979, commenté par C.H. Mathais, musique de D. Calvet – 56 minutes. Film en vente 7€ (port compris) à l'ordre du CRAS (BP 51026 - 31010 Toulouse cedex 06)

Mémoire d'une bataille perdue, le film *Enquête d'hostilité publique*, retrace un temps fort de la mobilisation contre le projet de centrale nucléaire à Golfech dans le Tarn-et-Garonne : la consultation

bidon d'utilité publique de la population locale en 1979. Quoique s'étalant sur une très courte période de l'histoire des luttes antinucléaires, il n'en reste pas moins un témoignage instructif pour la résistance présente.

Peu diffusé, la bobine fut malheureusement mise aux oubliettes. C'est vingt ans après sa réalisation, à l'occasion de la sortie du livre *Golfech, Le nucléaire : implantation et résistances** qu'elle fut cherchée et archivée par le CRAS, puis remise en circulation en format DVD

Le texte ci-dessous « Deux mois d'enquête, deux mois de lutte » publié en mars 1980 dans *Le Géranium enrichi*, relate les événements qui se sont produits lors de l'Enquête publique. Immortalisé dans le film, on voit du beau monde au « fissurage » des dossiers, des personnalités locales et nationales (famille Baylet, Bouchardeau, Lalonde) qui par la suite participeront allègrement à des gouvernements nucléaristes.

**Golfech. Le nucléaire, implantation et résistances*, signé Collectif la Rotonde. 588 pages, format 17 x 25. Édité en mai 1999.

Deux mois d'enquête, deux mois de lutte

Après ces deux mois de lutte, un rapide bilan s'impose. Si au début de l'enquête nous entendions les gens résignés dire « ils la feront quand même », il en est tout autrement aujourd'hui, la population se rendant compte aujourd'hui de la force qu'elle représente. Nous avons voulu tout mettre en œuvre pour que les gens du coin se sentent bien dans la lutte, pour qu'ils participent pleinement à la mobilisation. Cela n'a pas été sans mal, des camarades nous reprochant une certaine mollesse devant les flics. Nous continuerons cependant à penser que les flics ne sont qu'un moyen dont se sert le pouvoir, voulant à tout prix justifier la présence des différents corps répressifs en utilisant pour cela les plus basses provocations. Nous avons toujours refusé de tomber dans ces pièges. Tout au long de la lutte, cette attitude a permis de démontrer l'inutilité de tout ce déploiement de force. Tandis que le pouvoir était ridiculisé, le rapport de force ne cessait de se développer en notre faveur.

• Quelques rappels

22 octobre 1979 : premier jour d'enquête, trois dossiers brûlés. Tous les samedis : rassemblement de la population qui s'asseyait devant les fourgons-mairies, les empêchant ainsi de partir. Cela se terminait par une charge bestiale des gardes mobiles qui tapaient sur tout le monde, jeunes ou vieux, hommes ou femmes.

24 et 25 novembre 1979 : le premier jour, manifestation à Castelsarrasin, puis le dimanche, marche sur Golfech rassemblant près de 6 000 personnes. La place du village fut baptisée place de la Résistance-Antinucléaire et un monument à la gloire de notre lutte fut inauguré. Cette journée fut clôturée par une émission de radio-libre qui dura une quinzaine de minutes. Le village d'Auvillar, endroit d'émission, fut littéralement assiégé par les gardes mobiles en armes, barrant toutes les rues, empêchant ainsi les personnes d'en sortir.

Le sous-préfet était venu en personne diriger les opérations tandis que la population rassemblée devant le beffroi, écoutait l'émission, le village étant sonorisé. Durant la semaine, on pouvait entendre des sketches et des chansons anti-nucléaires ou anti-militaristes (la lutte menée étant aussi anti-capitaliste). L'émission fut brouillée et les flics avaient pour ordre de saisir le matériel. Ainsi ils n'hésitèrent pas à enfoncer des portes de garages, suivirent toutes les pistes possibles pensant découvrir le lieu du « délit », cognèrent quelques personnes se trouvant à leur portée, visiblement ces recherches infructueuses les énervèrent. La population ne pouvant rentrer au logis, mangeait des pommes gracieusement offertes et dansait dans l'euphorie sur des rocks endiablés. Les autorités, elles, étaient plutôt crispées, voulant à tout prix mettre la main sur le matériel, lancèrent dans cette chasse une douzaine de cars de gardes mobiles, des GMC, des jeeps, des commandos de toutes sortes qui patrouillèrent et fouillèrent les quelques automobilistes qui osèrent tenter une percée. Les chasseurs bredouilles abandonnèrent à 22 heures une battue commencée trois heures plus tôt.

• Autre phase importante :

la « fissuration des registres »

Face aux fissures des réacteurs nucléaires, la coordination régionale lançait une action originale, «la fissuration des registres». Au départ, cette idée avait pour but de populariser et d'attirer l'attention des médias sur cette lutte.

C'est ainsi que Brice Lalonde, Solange Fernex, Roger Garaudy, le père Cardonnel, Huguette Bouchardeau, sont venus accomplir cet acte de désobéissance civile, accompagnés dans ce geste de personnes de la région.

Vu le succès de cette opération, il fut décidé d'organiser tout au long de l'enquête des «journées fissures». C'est ainsi que les dentistes, les médecins, les artisans, les agriculteurs du MODEF et de la FDSEA, les pompiers, des employés de mairies des cantons d'Auvillar et Valence-d'Agen, les enseignants, des syndicats CFDT ainsi que l'UD-CFDT de Montauban, la LCR, le PSU, le PS et beaucoup d'autres organisations ont accompli ce geste. Si au départ, les organisateurs pouvaient répertorier les fissureurs, il ne fut plus possible de le faire tant était important le nombre de candidats. Devant ce déferlement, les autorités jouèrent la montre et bloquaient chaque fissureur une bonne demi-heure, limitant ainsi le nombre de fissures. Malgré cela, nous avons pu recenser plus de 450 personnes dont le député-maire de Valence-d'Agen, la présidente du Conseil général de Tarn-et-Garonne, des conseillers municipaux de Valence-d'Agen, Auvillar, Goudourville, Golfech ainsi que plusieurs maires de communes voisines.

Chaque fissureur était l'objet d'une arrestation, suivie d'une garde à vue de trois à quatre heures, qui passa très vite à 30 minutes vu le nombre de « délinquants » : au départ, les personnes qui déchiraient arrivaient dans un triste état dans les gendarmeries. Un conseiller municipal d'Auvillar fut sauvagement frappé et emmené menottes aux poignets. Un employé de la mairie de Valence-d'Agen eut une côte cassée, un camarade fut giflé pendant son geste par le seul maire pronucléaire du coin, tandis qu'un autre arrivait à la gendarmerie d'Auvillar le visage ensanglanté.

Oui, au départ les flics s'en donnaient à cœur joie, avec le courage qu'on leur connaît, au péril de leur dignité, ils n'ont jamais hésité à frapper sur des fissureurs jetés à terre avec rage. Il était important que cet acte soit massif, constituant ainsi une sorte d'auto-projection contre d'éventuelles mesures de répression.

Bientôt, les gardes mobiles n'eurent pas assez de véhicules pour conduire les fissureurs dans les gendarmeries. Dans certains endroits, l'on vit même les flics demander aux accompagnateurs s'ils ne voulaient pas emmener leurs camarades aux différents postes, n'ayant pas eux les moyens de le faire. Surpris d'abord, amusés ensuite, ils acceptèrent car il était primordial que tous soient appréhendés si l'on voulait atteindre le but de masse recherché.

Dans les gendarmeries du coin, les flics n'en croyaient pas leur képi. Les fissureurs du jour «embarqués» par ceux de la veille. Visiblement tout cela tournait dans la dérision et le ridicule et l'on voyait bien à la tête que faisaient nos pandores qu'ils commençaient à être sérieusement déboussolés.

17 décembre 1979 : Nantes : 34 camarades du Pellerin qui avaient détruit les registres d'enquête comparaissaient devant le tribunal correctionnel. Motif : « destruction de

documents administratifs ». La coordination organisait un autobus et un de ses militants témoignait à la barre pour dénoncer la violation de la démocratie que constituait l'enquête et expliquait les « sévices » que subissaient les registres déposés chez nous.

18 décembre 1979 : Golfech : le président de la commission d'enquête faisait une visite dans ce village pour recueillir les doléances des personnes concernées. La RN 113 fut coupée par une manifestation de paysans venus en tracteurs. Un défilé de personnes baillonnées passait dans le bureau où siégeait un président visiblement gêné par tant de monde. Geste symbolique qui démontrait que la démocratie était baillonnée et que le système sentait fort la malhonnêteté. Il n'est pas utile de rappeler que 83 % de la population est hostile au projet ainsi que les conseils municipaux, le Conseil général du Tarn-et-Garonne et le Conseil régional de Midi-Pyrénées, le pouvoir n'en tenant aucun compte veut par la force imposer une centrale nucléaire dont personne ne veut.

Dans cette lutte, nous avons pu constater le désintéressement des grands partis politiques. Le PS cependant présent dans la lutte, fit preuve d'un certain opportunisme. Rappelons que le président de la commission d'enquête est un élu du PS. Le maire d'Auvillar (PS) a ditons contrebancé cela par une présence militante acharnée, non seulement contre le projet de Golfech, mais aussi contre le nucléaire en général, qu'il soit civil ou militaire. Quant au PC, non seulement il a toujours été absent de la lutte, mais la prise de position de Claude Llabrès, membre du comité central, qui déclara sur les ondes «qu'une centrale nucléaire avait sa place à Golfech», et cela au plus chaud de la lutte, fut ressentie comme un cruel coup de poignard dans le dos, par les gens qui se battaient sur place contre le nucléaire et par voie de conséquence, contre le grand capital. Bien sûr, bon nombre de militants de base n'ont pas apprécié et certains ont fissuré les registres.

Le vendredi 21 décembre voit se terminer l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique. C'est sous le grondement et les gerbes d'étincelles d'un feu d'artifice que les «flics» quittèrent les villages qu'ils occupaient en force depuis deux mois.

Les villages ont donc retrouvé leur beauté et leur calme coutumiers, même notre Garonne s'est faite belle ce jour-là. Pourtant EDF, aidée par un pouvoir réactionnaire, a pratiquement tué cette rivière si belle autrefois qui ne retrouve que dans la colère sa beauté originelle, lorsqu'elle est en crue.

Oui ! Garonne morte en 1970, ses eaux détournées en partie, EDF réalisant ainsi l'infrastructure nécessaire à la future centrale nucléaire. Oui ! Garonne morte en 1970 pour que des gens qui jusqu'à maintenant avaient besoin pour vivre d'oxygène, de soleil et de pain ne puissent se passer d'électricité, ne serait-ce que pour se chauffer, alors que la géothermie assumerait à 90 % ce besoin.

On le voit, le nucléaire contribuera à la mise en place et au maintien d'un pouvoir centralisateur et autoritaire. Toujours pour les mêmes motifs, après avoir donc massacré un fleuve sur une partie de son cours, on veut aujourd'hui massacrer toute une vallée en imposant en son sein et par la force une centrale nucléaire.

La population ne l'entend pas de cette oreille et elle s'est battue et se battra pour que l'irréversible ne se produise pas, pour que la loi du fric en prene pour une fois plein la gueule, pour qu'au nom du fric on ne crève pas de cancers ou autres leucémies, pour que l'on ne voit pas trotter dans les rues des marmots, malheureuses victimes de la connerie capitaliste qui leur aura fait des membres et des têtes difformes, les clouant ainsi sur un monde qu'ils ne pourront pas même maudire.

Pierre Germe,
Le Géranium enrichi*, n° 1, mars 1980.

*Journal du Comité AntiNucléaire de Golfech, *le Géranium Enrichi* (jusqu'à 1000 abonnés et un tirage à 3000 exemplaires) va cesser sa parution en juin 1982, après 24 numéros.